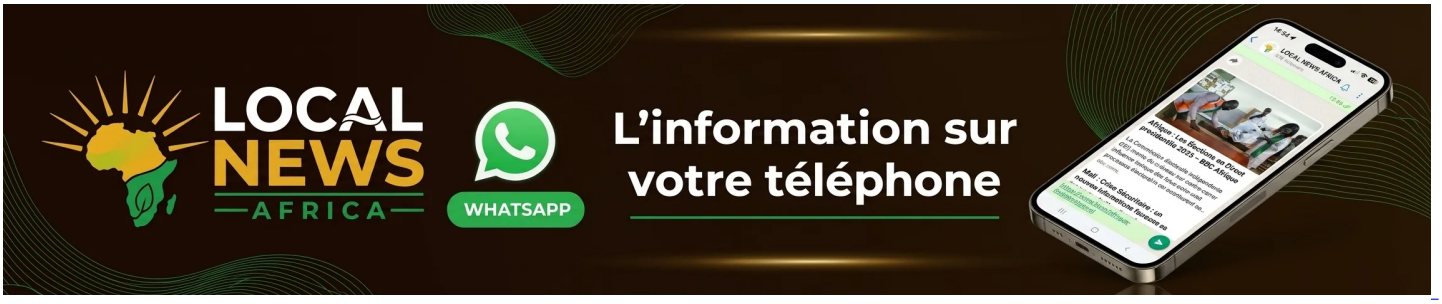


BÉNIN

l'inflation atteint 2,5 %, les transports et l'énergie pèsent davantage sur les ménages

Auteur : **Ayenan Eleuthere** | Publié le : **16 nov. 2026 à 12:24**



Après plusieurs mois de faible progression, les prix à la consommation accélèrent au Bénin. L'inflation annuelle est passée de 0,1 % en août à 1,9 % en septembre, puis à 2,5 % en octobre 2026. Les transports et les produits énergétiques sont les principaux foyers de hausse, tandis que les prix alimentaires progressent plus modérément. Une évolution qui rappelle que le coût de la vie ne se

> *résume pas aux prix des denrées sur les marchés.*

Le mouvement est rapide. En deux mois, l'inflation en glissement annuel au Bénin a gagné 2,4 points de pourcentage. Après avoir atteint 0,1 % en août 2026, elle est remontée à 1,9 % en septembre, puis à 2,5 % en octobre, selon les données de l'Indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) attribuées à l'Institut national de la statistique et de la démographie (INStaD).

L'indice général des prix est passé de 104,2 points en septembre à 104,6 points en octobre, sur la base 100 en 2023, soit une progression mensuelle de 0,4 %. Cette accélération contraste avec la période d'avril à août, durant laquelle le taux d'inflation annuel était resté négatif ou proche de zéro.

Il faut toutefois distinguer deux mesures. Le taux de 2,5 % compare les prix d'octobre 2026 à ceux d'octobre 2025. L'inflation en moyenne annuelle, qui compare les douze derniers mois aux douze mois précédents, s'établit seulement à 0,5 % à fin octobre. Elle traduit une évolution plus progressive et moins sensible aux variations récentes.

Les transports, premier foyer de renchérissement

La hausse des transports atteint 17,9 % sur un an. Elle est particulièrement marquée pour le fonctionnement des véhicules personnels, dont les prix progressent de 22,1 %. Le transport de passagers par route augmente de 12,3 %, tandis que le transport de marchandises enregistre une hausse de 9,8 %.

Ces chiffres montrent que la pression ne concerne pas uniquement les déplacements interurbains ou les tarifs des transports collectifs. Elle touche également les dépenses liées à l'utilisation quotidienne des véhicules : carburant, entretien et autres frais associés, selon la composition de l'indice.

L'évolution des prix à la pompe contribue à cette tendance. Le 8 octobre 2026, le gouvernement a relevé le prix officiel du litre d'essence de 725 à 750 FCFA et celui du gasoil de 750 à 765 FCFA. Depuis la précédente révision du 1er mai, les augmentations cumulées atteignent ainsi 55 FCFA pour l'essence et 45 FCFA pour le gasoil.

À cette pression s'ajoutent les variations observées sur le marché des combustibles. Entre septembre et octobre, le prix du charbon a progressé de 7,7 %, tandis que celui de l'essence a augmenté de 0,5 % dans l'indice des prix. Le transport de voyageurs par route a, pour sa part, enregistré une hausse mensuelle de 5,2 %.

Une hausse alimentaire plus contenue, mais des disparités régionales

Les produits alimentaires et les boissons non alcoolisées affichent une progression annuelle de 1,1 %. Cette évolution est nettement inférieure à celle des transports et de l'énergie, dont les prix ont augmenté respectivement de 17,9 %

et 14,6 % sur douze mois.

En octobre, certains produits ont même enregistré des reculs mensuels. Le prix du maïs a diminué de 6,7 % et celui des épices, herbes culinaires et grains de 7,1 %. Ces baisses ont contribué à limiter la progression de l'indice général.

La situation varie cependant fortement selon les régions. Le Nord-Ouest affiche une inflation annuelle de 4,4 %, suivi du Centre avec 3,8 %. À l'autre extrémité, les prix ont reculé de 0,2 % dans le Sud-Centre, qui comprend notamment le Littoral et l'Atlantique. Le Sud-Est enregistre une hausse de 1,2 %.

L'écart de 4,6 points entre le Nord-Ouest et le Sud-Centre montre que l'évolution moyenne nationale ne reflète pas uniformément les réalités vécues par les ménages. Les habitudes de consommation, les conditions d'approvisionnement et les coûts de transport peuvent différer d'une zone à l'autre.

L'énergie, un coût qui se diffuse dans l'économie

L'impact des hausses énergétiques ne se limite pas aux dépenses directes des ménages. Le carburant intervient dans le transport des marchandises, l'approvisionnement des marchés, les activités commerciales et le fonctionnement de nombreuses entreprises.

Lorsque les coûts de déplacement augmentent, les transporteurs et les commerçants peuvent être amenés à répercuter une partie de leurs charges sur les prix de vente. Cette transmission n'est toutefois ni automatique ni identique pour tous les produits : elle dépend notamment des distances parcourues, des marges commerciales, de la concurrence et de la capacité des entreprises à absorber les surcoûts.

La hausse des prix des produits importés, de 6,2 % sur un an, constitue une autre source de pression. Elle peut affecter les biens dont le Bénin dépend de l'extérieur, même si les effets varient selon les catégories de produits et leur poids dans le panier de consommation.

Pour les ménages, l'enjeu est donc plus large que le seul prix des denrées alimentaires. Un foyer peut constater une relative stabilité de certains produits sur le marché tout en consacrant une part croissante de son budget aux déplacements, au carburant et aux combustibles domestiques. L'indice des prix mesure une évolution moyenne ; il ne renseigne pas directement sur la part du revenu absorbée par ces dépenses dans chaque catégorie de ménage.

Une tendance régionale également orientée à la hausse

La dynamique béninoise s'inscrit dans un contexte régional de remontée des prix. Dans sa note de conjoncture publiée le 13 novembre 2026, la BCEAO situe l'inflation de l'UEMOA à 1,9 % en septembre. La Banque centrale

projette ensuite une hausse à 2,3 % en octobre et à 2,5 % en novembre.

La comparaison doit rester prudente : les 2,5 % du Bénin sont une donnée observée en octobre, tandis que les taux régionaux d'octobre et de novembre sont des projections établies par la BCEAO à partir des informations disponibles au 20 octobre. La Banque centrale relie notamment cette tendance aux tensions sur les prix alimentaires, aux perturbations des circuits d'approvisionnement et au renchérissement des carburants, dont les effets se transmettent aux coûts de transport.

Pour les prochains mois, l'évolution des prix des produits pétroliers, des coûts logistiques et de l'approvisionnement alimentaire sera donc déterminante. La question centrale reste celle du pouvoir d'achat : dans quelle mesure les revenus des ménages pourront-ils suivre cette progression des dépenses essentielles ?

EDA

PUBLICITÉ

